

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1923.

Proposition de loi tendant à organiser la consultation des quatre provinces flamandes sur le maintien ou la suppression de l'Université française de Gand (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE LIEDEKERKE.

MESSIEURS,

La proposition de loi tendant à organiser la consultation des quatre provinces flamandes sur le maintien ou la suppression de l'Université française de Gand, a reçu un accueil peu favorable en sections : aucune ne l'a approuvée. La section centrale ne lui a guère réservé plus de sympathies, l'unanimité de ses membres l'ayant rejetée.

Ce projet, auquel certains se sont essayés en section à donner un caractère d'enquête parlementaire et non plus de consultation, a soulevé bien des critiques et des objections graves.

Tout d'abord, il vient trop tard, à un moment où la très grande majorité du Parlement a compris qu'il est de l'intérêt national de solutionner une question troublante alors que des problèmes d'une exceptionnelle gravité préoccupent la patrie et le monde civilisé. Le projet ne prévoit que la consultation de certains arrondissements de la région flamande. Cette disposition a paru inopportune et fort critiquable, certains même soutenaient que la question soumise à consultation intéressait tout le pays, il eût été plus logique et plus heureux de le consulter tout entier.

La Section centrale a estimé que les députés flamands ayant été élus au suffrage universel, il y a peu de temps, devraient, sur cette question, représenter

(1) Proposition de loi, n° 405.

(2) La Section centrale était composée de MM. TIBBAUT, président, DE MONTPELLIER, POULLET, MARCK, SIEFFEN, DE LIEDEKERKE et DE BUE.

l'opinion de la majorité des électeurs que l'on se propose de consulter; or, sur 88 élus des arrondissements flamands, Bruxelles excepté, 80 représentants se sont déclarés partisans d'une flamandisation pratique rationnelle et modérée de l'Université de Gand.

Il paraît encore superflu, pour ne pas dire davantage, de surexiter les esprits à propos d'une question où le sentiment tend à dominer. Les problèmes linguistiques relatifs à l'enseignement supérieur devant rester à son avis des querelles d'écoles et ne devant pas dégénérer en querelles raciques, ce qui pourrait aisément arriver s'ils étaient transportés par une consultation populaire dans un domaine où leur compréhension serait encore plus facilement incomplète et leur sens dénaturé.

Ce que désire la grande majorité du pays, c'est l'ordre dans la paix intérieure, ordre et paix qui seront obtenus par une solution et non par une consultation qui pourra donner lieu à des agitations et dont l'organisation est à peine esquissée et dont le résultat pourrait être interprété par chacun dans un sens bien différent. Ses auteurs ne nous disent même pas quelle devrait être la majorité devant laquelle ils s'inclineraient, soit dans le cas de majorité pour ce maintien, soit dans celui de majorité pour la suppression de l'Université.

Il eût été aussi plus heureux de l'avis de tous, si vraiment les auteurs de la proposition ne désirent en somme qu'une enquête parlementaire sur cette question, de déposer un projet de loi dans ce sens, au lieu de déposer une proposition dont la légalité constitutionnelle est très contestable et discutable; en effet, quand on se reporte aux discussions de 1921 sur le referendum, il semble que, malgré l'intervention de l'honorable M. Carton de Wiart, alors Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, la majorité exigée ne s'est pas faite sur la question du referendum de consultation, le problème ayant été posé dans toute son entièresité par cet honorable membre; voici, en effet, comment il s'exprimait dans la séance du 31 mai 1921 à ce sujet :

« Messieurs, nous construisons pour longtemps. Lorsque nous revisons une Constitution nous avons l'espoir que les événements justifieront sans doute que notre œuvre a un caractère définitif, pour autant que le mot définitif appartienne à l'humanité. Dès lors, est-il sage lorsque nous sommes saisis de la revision de cet article 26, et que précisément nous en avons été saisis après une première délibération afin d'y introduire la possibilité d'un certain referendum, est-il sage de fermer définitivement la porte à toute espèce de consultation populaire, même sous une forme plus modeste et plus prudente que toutes celles que l'on avait recommandées et préconisées jusqu'ici? Ne regretterions-nous pas un jour d'avoir manqué de clairvoyance et de prévision? »

Malgré ce discours qui posait très nettement le problème, la Constituante, sachant ce qu'elle désirait, a voulu fermer la porte à toute espèce de consultation populaire.

Les arguments contre le referendum de consultation présentés, lors des discussions de 1921, par les honorables MM. Hymans, Woeste, Huysmans, etc., prouvent à l'évidence que la Chambre de 1921, en refusant le referendum de

consultation, l'a fait, parce qu'elle estimait que seul le Roi et les deux Chambres devaient participer à la confection des lois et, qu'en somme, la consultation préliminaire lui enlève en fait une partie de son pouvoir ; car, quelle serait la Chambre belge qui, ayant consulté le pays ou une partie de celui-ci sur un problème spécial et qui l'aurait vu trancher dans un sens déterminé, quelle est la Chambre belge, disions-nous, qui oserait solutionner cette question contre l'avis de la majorité des électeurs ?

Si l'honorable Ministre Carton de Wiart a, dans la séance du 31 mai 1921, posé bien nettement d'après lui quelles seraient les conséquences du rejet de la proposition de referendum préliminaire, l'honorable M. Buyl, prenant la parole après M. Hymans qui venait de combattre le referendum d'information, a, lui aussi, attiré l'attention des Constituants sur ce que leur décision négative fermerait très probablement la porte à tout referendum dans l'avenir — ce qu'il regretterait, ajoutait-il. Rien n'y a fait : le Parlement semble avoir tranché la question pour le referendum de consultation comme pour celui de décision, car si l'on admet que l'un est anticonstitutionnel parce que la Constitution est muette à son sujet, on doit tout aussi bien admettre que l'autre l'est également.

Tout ce qui n'est pas contre le texte de la Constitution n'est pas autorisé pour cela : certaines propositions, d'après leur esprit, peuvent être contraires à notre charte constitutionnelle et celle proposée paraît devoir être rangée dans cette dernière catégorie.

La majorité des membres de la Section centrale s'étant rangée à cette opinion, le rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
DE LIEDEKERKE.

Le Président,
ÉM. TIBBAUT.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1923.

Wetsvoorstel tot inrichting eener raadpleging van de vier Vlaamsche provinciën over het behouden of het afschaffen van de Fransche Hoogeschool te Gent ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER
DE LIEDEKERKE.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel tot inrichting eener raadpleging van de vier Vlaamsche provinciën, over het behouden of het afschaffen van de Fransche Hoogeschool te Gent, werd niet gunstig onthaald in de Afdeelingen : door niet ééne werd het goedgekeurd. In de Middenafdeeling vond het niet meer steun : het werd eenstemmig door al de leden verworpen.

Dit voorstel, dat enkele leden in de afdeelingen wilden doen doorgaan als een voorstel niet tot raadpleging, doch tot parlementair onderzoek, gaf aanleiding tot talrijke aanmerkingen en ernstige opwerpingen.

Vooreerst wordt dit voorstel laattijdig ingediend, namelijk wanneer de zeer groote meerderheid van het Parlement heeft begrepen dat 's Lands belang de oplossing eischt van eene netelige quæstie, terwijl het Vaderland en de beschaafde wereld zich bekommeren om buitengewoon gewichtige vraagstukken.

Het ontwerp voorziet enkel de raadpleging van sommige arrondissementen der Vlaamsche streek. Deze bepaling kwam ontijdig voor en daartegen kan menig bezwaar aangevoerd worden, sommigen hielden zelfs staande dat het vraagstuk, waarover zou geraadpleegd worden, geheel het land aanbelangt en het bijgevolg logischer en beter zou geweest zijn, geheel het land ook te raadplegen.

(1) Wetsvoorstel, n^o 405.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren TIRBAUT, voorzitter, DE MONTPELLIER, POULLET, MARCK, SIFFER, DE LIEDEKERKE en DE BUE.

De Middenafdeeling was van meening dat de Vlaamsche Volksvertegenwoordigers, nu zij vóór korten tijd werden gekozen door het algemeen Kiesrecht, omtrent dit vraagstuk noodzakelijkerwijs de tolk moesten zijn van de meerderheid der kiezers, die men zich voorstelt te raadplegen; nu, van de 88 gekozenen door de Vlaamsche arrondissementen, met uitzondering van Brussel, hebben 80 Kamerleden zich verklaard voor eene practische oordeelkundige en matige vervlaamsching der Hoogeschool te Gent.

Het schijnt wel overbodig, om niet meer te zeggen, de geesten nog erger op te hitsen naar aanleiding van een vraagstuk dat vooral eene gevoelsquaestie is. Want het taalvraagstuk, inzake hooger onderwijs, moet ons dunkens binnen de school blijven en mag niet ontaarden in een rassenstrijd, wat heel gemakkelijk zou kunnen gebeuren wanneer het door eene volksraadpleging overgebracht werd op een domein waar de opvatting van het problema nog onvollediger zou zijn, en de zin ervan heelemaal vervalscht.

Wat de groote meerderheid van het land verlangt, dat is orde in den binnenschen vrede, orde en vrede die kunnen bekomen worden met eene oplossing en niet met eene raadpleging, die zou kunnen aanleiding geven tot stoornissen, en waarvan de inrichting enkel is geschetst, en de uitslag door beide partijen in een zeer verschillenden zin zou kunnen verklaard worden. De indianers zeggen ons zelfs niet welke de meerderheid zou moeten zijn om hen te doen toegeven, hetzij in geval van meerderheid voor het behoud, hetzij in geval van meerderheid voor de vervlaamsching der Fransche Universiteit.

Naar veler meening ware het gelukkiger geweest, — wanneer de indianers van het voorstel werkelijk niets anders beoogden dan een parlementair onderzoek over dit vraagstuk, — een wetsontwerp in dien geest in te dienen in plaats van een voorstel neer te leggen waarvan de grondwettelijkheid zeer twijfelachtig en betwistbaar is; inderdaad, wanneer men terugdenkt aan de besprekingen van 1921 over het referendum, schijnt het wel dat, ondanks de tusschenkomst van den achtbaren heer Carton de Wiart, toenmaals eerste minister en minister van Binnenlandsche Zaken, de vereischte meerderheid er niet was voor de quaestie van het referendum, dan wanneer het vraagstuk in heel zijn omvang was gesteld geworden door het achtbaar lid; hij zegde inderdaad in de vergadering van 31 Mei 1921.

« Mijne Heeren, het is voor lange jaren dat wij opbouwen. Wanneer wij eene Grondwet herzien dan koesteren wij de hoop dat de gebeurtenissen zullen bewijzen dat ons werk een definitief karakter draagt, in zooverre het woord definitief tot het menschelijke behoort. Is het, dienvolgens, wel verstandig, wanneer wij dit artikel 26 hebben te herzien, en dit juist na eene voorafgaande bespreking om er de mogelijkheid van een zeker referendum in neer te leggen, is het wel verstandig voor goed de deur te sluiten voor elke volksraadpleging, zelfs onder een bescheidener en voorzichtiger vorm dan al degene die men tot hiertoe heeft aangeraden en voorgesteld? Zullen wij later niet eens moeten betreuren nu het noodige doorzicht niet te hebben gehad? »

Ondanks deze redevoering waardoor het vraagstuk duidelijk werd gesteld,

heeft de Constituante, bewust van wat zij verlangde, alle soort van volksraadpleging uitgesloten.

De redenen welke, tijdens de bespreking in 1921, tegen het referendum werden aangevoerd door den heer Hymans, Woeste, Huysmans, enz., bewijzen klaar dat, wanneer de Kamer van 1921 het referendum heeft afgewezen, zij zulks deed, omdat zij van gevoelen was, dat alleen de Koning en de beide Kamers de wetten moesten opmaken en dat feitelijk door de voorafgaande volksraadpleging deze wetgevende macht gedeeltelijk wordt weggecijferd; immers welke Belgische Kamer zou, na het land of een gedeelte daarvan te hebben geraadpleegd over een bepaald vraagstuk en wanneer dit door de volksraadpleging in een bepaalden zin werd opgelost, — welke Belgische Kamer, zeggen wij, zou aan dit vraagstuk dan eene oplossing durven geven tegen de meening in van de meerderheid der kiezers?

De achtbare minister Carton de Wiart heeft, ter vergadering van 31 Mei 1921, volgens zijn gevoelen, klaar uiteengezet welke gevolgen het verwerpen van het voorafgaande referendum hebben zou; de heer Buyl, het woord nemend na den heer Hymans die pas het referendum had bestreden, vestigde, op zijne beurt, de aandacht der constituenten op het feit, dat hunne afwijzende beslissing zeer waarschijnlijk alle referendum voortaan onmogelijk zou maken, hetgeen hij betreürde. Niets heeft geholpen: het Parlement schijnt het vraagstuk te hebben opgelost zoo voor het referendum van raadpleging als voor het referendum van beslissing; immers zoo men aanneemt, dat het anti-grondwettelijk is, omdat de Grondwet erover zwijgt, moet men ook de anti-grondwettelijkheid voor het andere aannemen.

Al wat niet in strijd is met de Grondwet, is daarom niet toegelaten: sommige voorstellen kunnen door hunne bedoeling in strijd zijn met onze Grondwet en het aanhangige voorstel schijnt in deze laatste categorie te moeten gerangschikt worden.

Daar de meerderheid der leden van de Middenafdeeling tot deze meening is toegetreden, werd het verslag met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
DE LIEDEKERKE.

De Voorzitter,
E. TIBBAUT.
